

# Alliance rouge-verte : le débat est lancé

## COALITIONS La campagne électorale 2018-2019 a commencé...

- PS, Ecolo et PTB peuvent-ils convoler ?
- Les partis restent distants, ils seront concurrents dans la campagne.
- Mais l'hypothèse circule. La FGTB en veut.
- Coup de sonde dans les partis, et carte blanche d'Edouard Delruelle.

Dans nos colonnes mercredi, Peter Mertens, président national du PTB, maintenait les exigences de son parti en vue de toute hypothétique alliance PS-Ecolo-PTB à l'avenir (« *Il faut des politiques de rupture avec le néolibéralisme* »), mais se disait ouvert à l'idée de former des « coalitions » et au concept de « compromis ».

Une ouverture ? On sait que la FGTB, avec Thierry Bodson, chef de file en Wallonie, et Robert Verteneuil, secrétaire général, fait campagne sur le thème d'une alliance rouge-verte en 2019. Raoul Hedebouw, député fédéral, précise : « *On a des comptes à rendre à tous*

*les travailleurs, bien sûr. Et à l'heure actuelle, vu les positionnements d'Ecolo et du PS, et les politiques menées depuis 25 ans, je ne vois pas comment une telle coalition serait possible. Je suis clair. Mais les lignes peuvent bouger.* » Il ajoute : « *Ce qui est positif, c'est qu'en nous développant comme nous l'avons fait, cela a eu pour effet de relancer le débat sur la contre-hégémonie au néolibéralisme.* »

Alliance rouge-verte, on n'y est pas encore. Les partis pressentis, éloignés idéologiquement, concurrents dans la compétition électorale, souvent divisés en interne sur la question, ne s'avancent pas. Reste que l'hypothèse n'est plus folle, sur papier, depuis que les sondages indiquent qu'Ecolo, PS et PTB réunissent une majorité des intentions de vote en Wallonie, et que ça balance à Anvers.

Cela étant, les verts restent de marbre. Interpellé jeudi, le porte-parole d'Ecolo expédiait en substance : nous n'avons rien de neuf à déclarer. On se souviendra alors de la mise au point de Zakia Khatnabi après une interview à *La Libre Belgique* en novembre 2016, où elle déclarait : « *Pour Ecolo, il n'y a aucune interdiction de principe vis-à-vis du PTB. On peut s'allier à tous les partis démocratiques sur la base de projets* »... Des pro-

pos que la coprésidente des verts avait aussitôt assuré ne pas avoir tenus, précisant à l'agence Belga qu'elle réfutait « *un quelconque projet d'alliance avec le PTB* ». Plus près, en avril dernier, dans *Le Soir*, commentant les progressions de son parti et de l'extrême gauche dans notre baromètre, la même avait tranché : « *Le PTB explose, c'est une bulle. Ce n'est pas notre cas.* » En plus de l'éloignement idéologique, on voit bien le risque pour Ecolo de tenir un discours favorable à une alliance rouge-verte qui pourrait lui aliéner une part de son électorat centriste-moderé.

### Méfiance...

Côté socialiste, la méfiance règne à l'égard d'une extrême gauche qui cible souvent les sociaux-démocrates en premier lieu. Hassan Bousseta, qui dirige le bureau d'études du PS à Liège, par ailleurs conseiller communal (il siège aux côtés de Raoul Hedebouw), écrivait jeudi dans *L'Echo* : « *C'est en multipliant les petites victoires dans les réformes que les socialistes ont écrit une grande page de l'histoire des conquêtes sociales de ce pays (...)* La divergence qui risque demain de coûter cher si elle devait persis-

*ter durablement, c'est celle qui sépare la gauche qui met les mains dans le moteur et celle qui lève les mains au ciel.* »

Contacté par nos soins, Ahmed Laaouej, chef de groupe PS à la Chambre, analyse : « *Je prends acte des propos de Peter Mertens. Raoul Hedebouw avait dit que le PTB n'irait pas au pouvoir avant 15 ans, maintenant on entend autre chose... Je retiens une forme d'instabilité du discours au PTB. Je m'interroge sur leur volonté réelle. Peut-être se rendent-ils compte qu'en se comportant uniquement en groupe de pres-*

*sion, qui plus est un groupe de pression qui critique les partis de gauche prioritairement, on finit juste par disperser les forces, ce qui profite à la droite. Bref, il faut de la clarté. Car, toujours à propos du PTB, attention à avoir un parti qui ferait un bon score aux élections et qui ne prendrait pas ses responsabilités ensuite, laissant la droite gouverner.* »

Quoi qu'il en soit, professeur à l'ULg, socialiste engagé, Edouard Delruelle y va, nous livrant une carte blanche aux accents critiques pour le PS mais l'appelant à se relancer en pointant la « *voie portugaise* » (lire ci-dessus), celle d'une alliance à gauche. Le débat est ouvert. ■

DAVID COPPI

### À GAUCHE

#### Le modèle portugais

Le Portugal fait figure d'exception politiquement en Europe, où une coalition gouvernementale emmenée par le socialiste António

Costa est soutenue par les communistes et par le « Bloc de Esquerda » (« bloc de gauche », un peu le Podemos local, ou le PTB maison). Edouard Delruelle, dans sa carte blanche dans nos colonnes, se réfère à cette

« *voie portugaise* ». Plus généralement, les partisans d'une alliance rouge-verte dans notre pays lorgnent le petit pays en bordure de l'Union européenne. Où la gauche plurielle, aux affaires depuis fin 2015, met en

œuvre une politique de relance par la demande, anti-austéritaire, obtient des résultats économiquement et socialement, et semble bien bénéficier d'un large soutien populaire.

D.C.I